

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU PAS DE CALAIS
ARRONDISSEMENT DE BOULOGNE SUR MER
COMMUNES DE LE PORTEL, BOULOGNE sur MER, EQUIHEN-PLAGE et
WIMEREUX



Conclusions et Avis d'enquête publique
Demande d'AECM

Décision de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de LILLE n°E23000063/59 en date du 10 mai 2023

Arrêté DCPAT-BICUPE-SIC-CPC-2023-164 en date du 17 mai 2023 de Monsieur le Préfet du Pas de Calais portant ouverture d'une enquête publique

Projet de ferme aquacole de saumon à Le Portel: Enquête publique unique (demandes de PC, ICPE et AECM)

Siège de l'enquête : Mairie de LE PORTEL

Commissaire enquêteur : Philippe PIC 26 bis rue nationale 62270 NUNCQ HAUTECOTE (philippe.pic497@orange.fr)

Table des matières

Préambule	2
1. Rappel du projet de ferme aquacole de saumons sur la commune de Le Portel	3
1.1 Le cadre géographique	3
1.2 Le projet et ses enjeux	4
1.3 La demande d'Autorisation d'Exploitation de Cultures Marines (AECM)	6
2. Conclusions du commissaire enquêteur sur l'enquête publique et le projet	6
2.1 Conclusions partielles sur l'étude du dossier	7
2.2 Conclusions partielles sur les rencontres complémentaires	8
2.3 Conclusions partielles sur l'information, la publicité et le déroulement de l'enquête	11
2.4 Conclusions partielles sur les contributions du public (partie AECM) mises en relation avec l'étude du dossier, le mémoire en réponse de LOF et mes rencontres de scientifiques.	12
2.5 Conclusion générale	15
3. Avis du commissaire enquêteur sur la demande d'AECM	16

Préambule

Depuis plusieurs semaines, la population de l'agglomération de Boulogne sur Mer et environs, parfois même dans le département du Pas de Calais lui-même, se pose des questions sur un projet qui semble se préciser mais dans un certain flou : une ferme aquacole d'élevage de saumons viendrait s'implanter sur le port de Boulogne sur Mer, plus exactement sur la partie du port commercial située sur la commune de Le Portel, voisine immédiate de Boulogne sur Mer. Seule la presse locale en parle dans ses colonnes, soufflant le chaud et le froid sur ce projet. Il y a quelques années, un projet quelque peu similaire avait fait parler de lui avant d'être abandonné : le projet d'une ferme aquacole, Pure Salmon, une pisciculture de saumons à quelques kilomètres de Boulogne sur Mer, dans les terres au bord de la Liane, le fleuve côtier du Boulonnais. Ce projet pompait une quantité très importante d'eau dans la nappe phréatique locale, source précieuse au rechargement limité depuis quelques temps. C'est la raison principale, outre la pollution potentielle des rejets dans la Liane donc en aval dans la rade de Boulogne sur Mer, qui

avait fait échouer dans l'œuf le projet. Ici, le projet ne fonctionne qu'avec de l'eau de mer pour alimenter de grands bassins clos sur terre mais rejette cette eau de mer dans la rade, avec du phosphore et de l'azote.

Fort de ce passif bien ancré dans les esprits, ce projet de ferme aquacole de saumons installée directement sur le port de Boulogne sur Mer, avant même d'en savoir plus, inquiétait donc les habitants, laissant un champ libre à toutes les suppositions diverses, souvent très défavorables au projet. C'est ainsi que ce sujet qualifié par tous, y compris la Préfecture du Pas de Calais, de « sensible » est arrivé en enquête publique.

1. Rappel du projet de ferme aquacole de saumons sur la commune de Le Portel

1.1 Le cadre géographique

Boulogne sur Mer et les communes limitrophes ainsi que la CAB (Communauté de l'Agglomération du Boulonnais) sont fières à juste titre du titre de 1^{er} port de pêche de France. Plus exactement, la pêche côtière à l'origine de la réputation de Boulogne est devenue une activité « minoritaire » du fait des problèmes actuels et durables de la pêche en mer, surpêche comme politique. L'activité largement majoritaire du port de Boulogne comprend donc surtout toutes les entreprises qui tournent autour de « l'agro-alimentaire des produits de la mer », transformation du poisson venu par camions frigorifiques de l'étranger (la plus visible depuis la plage la société scandinave Mowi pour le saumon norvégien), traitement des produits dérivés du poisson, logistique et transports frigorifiques, commercialisation, ... Il s'est ainsi développé sur le Boulonnais maritime un savoir-faire réputé du travail sur la chaîne complète de transformation des produits de la mer. Néanmoins, en économie il est obligatoire de toujours avancer sinon on décline. Depuis quelques années, cette activité marquait le pas, à la recherche d'un nouveau souffle si possible lié au savoir-faire maritime. Le projet de LOF (Local Océan France) correspond bien à cette attente. D'autant plus que le n°2 mondial du saumon, Leroy Fishcut, s'est installé dans la zone industrielle de Saint Laurent Blangy près d'Arras, à proximité immédiate de l'autoroute la plus fréquentée d'Europe l'A1 et de l'autoroute dite des « Anglais » l'A26.

Pour accueillir les entreprises du port de Boulogne sur Mer, ce dernier bénéficie des avantages d'abri maritime de la rade : une zone presque fermée de 490 hectares d'eau de mer calme. La qualité des eaux de la rade n'a pas toujours été bonne. Longtemps, une usine

métallurgique, la Comilog, importait du fer et du manganèse par mer, mélangeait ces minerais en alliage dans ses installations puis exportait toujours par bateaux sa production. Outre le paysage industriel noir typique des hauts fourneaux, cette entreprise a pollué, à une époque où l'environnement n'avait pas l'importance actuelle, une partie du fond de la rade. Cette usine a été démontée, les métaux lourds polluants sont « emprisonnés » sur le fond (inoffensifs s'ils ne sont ni bougés ni « oxygénés »). Les autorités portuaires ont œuvré pour rendre l'eau de la rade de meilleure qualité. En témoigne actuellement la plage et son « pavillon bleu » de bonne qualité des eaux de baignade située le long de la ville côté est de la rade. En témoigne également la présence du Centre de la Mer Nausicaa, de renommée nationale, qui pompe l'eau de ses aquariums aux espèces sensibles dans la rade et sous la plage. C'est ainsi que la rade de Boulogne sur Mer, en plus des activités industrielles, se veut un haut lieu du tourisme balnéaire de la Manche/Mer du Nord.

Sur la partie la plus maritime à l'Ouest dans la rade, uniquement protégée de la Manche par une digue bien connue des pêcheurs amateurs, la digue Carnot, un terre-plein industriel a été conquis sur la mer dans les années 50 pour étendre les activités du port de commerce. Actuellement ce terre-plein est plutôt une friche industrielle avec 2 hangars aux toits en amiante inoccupés et des dépôts anciens de terres de remblais et gravas que la Région Hauts de France, propriétaire du port de Boulogne, déblaient pour combler le « Petit port », autre lieu dans la rade. Entre la digue Carnot et le reste des installations portuaires, devant ce terre-plein, une anse de mer appelée Bassin Roro et à quelques centaines de mètres, un reposoir fréquenté par les phoques et veaux de mer.

C'est sur ce terre-plein vacant de 14 hectares en extrémité du port de commerce que souhaite s'implanter ce projet de ferme aquacole. Cette localisation s'explique par le procédé prévu (RAS) d'utiliser l'eau de mer pour les bassins d'élevage ; de là la nécessité de la proximité de la mer pour s'approvisionner.

1.2 Le projet et ses enjeux

A l'opposé des méga-fermes aquacoles (production annuelle entre 20 et 40 000 tonnes), essentiellement en Norvège puis Ecosse et Irlande, qui élèvent en mer, proches des côtes néanmoins, des dizaines de milliers de saumons dans de grands filets circulaires arrimés sur le fond marin avec dépôts des déchets et sédiments divers sur ledit fond ainsi devenu pollué, le projet LOF est entièrement terrestre et vise une production de 9000 tonnes par an. Les poissons, suite à la livraison des œufs de saumon venus d'Islande par avion, sont élevés dans de grands bacs de 7 m de hauteur et diamètre 19 m tous situés dans un grand bâtiment en béton, couvert (toiture végétalisée). L'eau de ces grands bassins est de l'eau de mer utilisée selon le système RAS (Recirculating Aquaculture System) qui vise à

recycler le débit d'eau utilisé à 99 % et à maîtriser les rejets divers dans l'environnement. Une partie de l'eau de mer est dessalée pour les jeunes poissons et une autre grande partie (6,5/7,5ème) ne sert qu'à refroidir les bassins selon le principe d'une pompe à chaleur. Le bâtiment de production et les bâtiments techniques ou administratifs annexes sont l'œuvre de l'architecte Rudy Riccotti, auteur entre autres du Mucem à Marseille. Un tuyau de 1,60 m de diamètre va chercher l'eau de mer à 760 m dans la Manche, pas loin de la plage du Portel, ce tuyau passe sous le fond marin et la digue Carnot, percé par un micro-tunnelier, tandis que le tuyau de rejet est posé sur le fond du Bassin Roro à un peu plus de 400 m du rivage.

7500 m³ sont aspirés par heure (6500 m³ ne côtoient aucun poisson mais servent à refroidir les bassins, 200 m³ sont dessalés et 800 m³ alimentent les bassins) soit 180 000 m³ par jour

180 000 m³ sont rejetés par jour soient 156 000 m³ avec une température de + 8 °C mais sans aucun additif sinon que ces m³ sont plus purs que quand ils ont été aspirés car ils ont été filtrés avant utilisation et 24 000 m³ chargés de 16 kg de phosphore, 315 kg d'azote - phosphore et azote = excréments des poissons filtrés mais il en reste un peu - et 840 kg de particules diverses en suspension (35 kg par heure au maximum).

Certains aspects du projet peuvent porter à questions certes mais le cœur du souci éventuel de ce projet réside dans ces rejets avec élévation de la température, phosphore, azote et particules fines dans la rade, un milieu marin en partie fermé, quoiqu'il y ait des courants et bien sûr les marées quotidiennes.

La Société Local Océan France (LOF) a présenté 3 dossiers de demandes administratives :

1. une demande de permis de construire à la mairie de Le Portel (l'accord éventuel sera signé du maire de Le Portel)

2. une demande d'autorisation d'ICPE (Installation Classée au titre de la Protection de l'Environnement) à la préfecture du Pas de Calais (l'accord éventuel sera signé du Préfet du Pas de Calais, suite à l'arrêté préfectoral pris)

3. une demande d'AECM (Autorisation d'Exploitation de Cultures Marines) étant donné que LOF dans son projet puisera et rejettera de l'eau de mer (l'accord éventuel sera lui aussi signé du Préfet du Pas de Calais).

Pour chacune de ces demandes, je rends de façon séparée des conclusions et avis.

1.3 La demande d'Autorisation d'Exploitation de Cultures Marines (AECM)

Une étude d'impact sur le compartiment marin est la base de cette demande, avec les avis des PPA concernées, les réponses de LOF (satisfaisantes ou pas), l'avis 2022-6228 du 14 juin 2022 de la MRAE et la réponse de LOF : dossier estimé complet par la Préfecture qui a donné son accord pour la mise en enquête publique.

Il est toutefois possible de noter que l'étude d'impact marin est faite principalement sur des données bibliographiques, sérieuses certes mais plus ou moins anciennes, et non sur des constats sur place ou si peu. Ainsi, d'un trait de plume, il est mentionné que l'état chimique de l'eau de mer dans la rade n'est pas analysé, ce milieu anthropisé étant soumis à de fréquents changements probables liés aux activités humaines du port, ce qui n'est pas faux mais pour le moins gênant pour une analyse sérieuse des enjeux écologiques du projet.

Sinon les chiffres bruts sont :

7500 m³ sont aspirés par heure (6500 m³ ne côtoient aucun poisson mais servent à refroidir les bassins, 200 m³ sont dessalés pour la nurserie et 800 m³ alimentent les bassins d'élevage) soit 180 000 m³ par jour

180 000 m³ sont rejetés par jour soient 156 000 m³ avec une température de + 8 °C mais sans aucun additif sinon que ces m³ sont plus purs que quand ils ont été aspirés car ils ont été filtrés avant utilisation et 24 000 m³ chargés de 16 kg de phosphore, 315 kg d'azote - phosphore et azote = excréments des poissons filtrés mais il en reste un peu - et 840 kg de particules diverses en suspension (35 kg par heure au maximum).

Une famille moyenne consomme environ 100 à 150 m³ d'eau par an, chiffre intéressant aussi pour comprendre que la simple lecture de ces données puisse donner le tournis à un grand nombre de particuliers contributeurs et créer aussi ce climat anxieux et ce sentiment que leur cadre de vie, leur qualité de vie risquent de leur échapper.

2. Conclusions du commissaire enquêteur sur l'enquête publique et le projet

2.1 Conclusions partielles sur l'étude du dossier

3500 pages de dossier d'enquête publique rebutent le lecteur mais, selon le porteur de projet, si LOF veut suivre la réglementation en vigueur, il n'est pas possible de faire plus léger. Il est vrai que l'enquête publique est certes « unique » mais il est nécessaire d'exposer les documents obligatoires des 3 demandes que sont le PC, l'ICPE et l'AEEM. Ce volume de documents a d'ailleurs été un souci pour les services de la Préfecture dans la mise en ligne informatique du dossier d'enquête publique : 115 sous dossiers à télécharger séparément ont été nécessaires. Beaucoup de contributeurs ont reconnu cette difficulté, la lassitude à télécharger puis lire sur écran chacun des 115 sous dossiers. Et finalement beaucoup ont abandonné cette étude en cours de route mais sont venus néanmoins apporter leurs observations sur tel ou tel aspect du projet.

Autre difficulté : le dossier comprend de nombreuses références scientifiques chiffrées sur les composants chimiques des rejets d'eau de mer dans la rade au niveau du Bassin Roro. Compte tenu des quantités d'eaux de mer évoquées en m³, il est difficile de savoir si 315 kg d'azote (un gaz pesé en kg ...) c'est important ou pas par exemple. De formation géographe, je ne suis pas ingénieur chimiste. J'ai pallié ce souci en consultant des scientifiques coutumiers du milieu marin (Ifremer) ou des éleveurs de poissons (PFI Nouvelles Vagues à Wimereux dont l'un des consultants est le co-fondateur de l'élevage de bars à Gravelines il y a 40 ans) ou des techniciens en charge de la gestion du port de Boulogne sur Mer (Société d'Exploitation des Ports du Détroit dont Boulogne sur mer). Suite à ces rencontres, le dossier m'est paru plus clair.

Autre difficulté opposée : certaines associations notamment le GDEAM 62 et Picardie Nature ont estimé que le dossier n'était pas complet : il manquait l'avis simple du Parc Naturel Marin, voisin du projet LOF, ou l'avis (défavorable) du Conseil National de la Protection de la Nature. Dans le dossier E, LOF répond au CNPN en reprenant dans le texte du CNPN la réserve soulevée, mais il est vrai que dans le dossier E ne se trouve pas le texte complet de l'avis défavorable du CNPN. Idem dans le dossier F, LOF répond en reprenant le texte de la MRAE, mais le texte d'origine de l'avis de la MRAE n'est pas dans le dossier. C'est pourquoi, pour ce dernier, j'ai demandé à la Préfecture de rajouter au dossier d'enquête publique l'avis n°2022-6228 du 14 juin 2022 de la MRAE, sous format papier et informatique sur le site de la Préfecture. J'ai préféré la MRAE, plus généraliste, que le CNPN.

Pour l'avis du PNM (Parc Naturel Marin), au final, cet avis a eu plus de publicité, de lecture et d'étude que s'il avait été l'une des nombreuses pièces du dossier. En effet, suite à un conseil de gestion du PNM en date du 7 juillet 2023 demandé par le Préfet pour rendre

un avis simple sur la prise d'eau dans la mer (donc ici, à la différence du rejet dans la rade, espace marin non compris dans le périmètre du PNM, du ressort direct du PNM), le président du PNM a apporté en permanence du samedi 8 juillet le compte rendu de cette réunion toute récente avec en annexe l'avis complet et les 38 réserves du PNM. Ainsi, ce long document a fait l'objet par moi-même d'une analyse détaillée comme toutes les observations du public ou associations, inscription dans le procès-verbal de synthèse et réponse détaillée de LOF dans le mémoire en réponse.

Enfin, plusieurs contributeurs ont souhaité que je suspende l'enquête publique pour dossier incomplet, donc vice de forme sur le dossier. Lorsqu'un projet est mis en enquête publique et la procédure mise en route par l'organisateur qu'est la Préfecture du Pas de Calais, cela signifie que le dossier a, en amont, été vérifié, déclaré complet par les services de vérification de la préfecture - à tort ou à raison, ce n'est pas au commissaire enquêteur à en juger, tout au plus il peut mentionner dans son rapport qu'il manque telle ou telle pièce selon lui -. L'enquête publique se déroule sur le dossier mis à sa disposition comme mis à disposition du public. Ainsi, le fait que des contributeurs éventuels estiment de façon argumentée que le dossier est incomplet n'est pas une raison pour suspendre ou reporter une enquête publique.

2.2 Conclusions partielles sur les rencontres complémentaires

Ces rencontres ont été déterminantes pour comprendre simplement les enjeux environnementaux du projet de ferme aquacole hors sol de saumons.

1. L'Ifremer : Rencontre avec Monsieur David Devreker, chercheur en écologie marine.

L'Ifremer est un organisme public de surveillance de la qualité des eaux de la mer. A ce titre, l'Ifremer est considéré comme ayant des positions « conservatrices » devant tout nouveau projet qui impacterait les eaux de la mer.

La première question a une réponse étonnante :

Suivi par l'Ifremer de la qualité des eaux dans la rade ? Il n'en existe pas dans la rade à proprement parlé (cela se comprend, l'activité humaine perturbe en permanence l'écosystème) ; seule une bouée en sortie de rade relève certaines données. Mais, suite à une panne il y a quelques années, les nutriments (phosphore et azote notamment) ne sont plus analysés. Compte tenu du coût, il n'est pas prévu de réparer ladite panne. Donc le suivi de la qualité de l'eau de mer n'est assuré qu'à l'extérieur de la rade, et encore l'étude est incomplète.

L'apport des nutriments en plus (phosphore et azote) ? Ils contribuent à la recrudescence des phytoplanctons : ces nutriments sont leur « nourriture ». En soi, ce n'est pas une « pollution » même si les effets visibles pour le riverain sont spectaculaires (mousse blanchâtre ou, comme à Dunkerque les eaux colorées en rouge) quand l'eau se réchauffe au printemps et été. Un souci éventuel sera que cet apport de nutriments se fera toutes les années de façon permanente.

Les algues vertes ? Elles sont déjà présentes dans la rade. Elles sont une variété différente de celles de Bretagne, à développement moins rapide, et en quantité bien moindre aussi, mais on en voit bien la présence sur la laisse de mer. L'apport même minime et largement inférieur aux seuils maximum aura-t-il une influence ? la logique répond que oui, mais de façon raisonnable semble-t-il. Nous n'aurons pas l'explosion que connaît la Bretagne. Une petite partie des nutriments du rejet de LOF peut se retrouver piégée dans les sédiments du Bassin Roro, neutralisant ainsi partiellement les apports. Mais 2 moments journaliers risquent d'avoir des effets négatifs : les 2 fois 2 heures entre chaque marée où l'eau stagne, alors que la bouche de rejet LOF rejette en continu ses m3.

Qui peut intervenir sur la qualité des eaux de la rade ? La DDTM, Ifremer, l'Agence de l'Eau (sa compétence s'exerce jusqu'à un mile nautique, donc toute la rade), le SDAGE, l'ARS. En cas de pollution constatée, le préfet prend un arrêté avec les mesures nécessaires. Dans le cas présent du projet LOF, il serait intéressant d'avoir un bilan complet de la qualité de l'eau de mer au lieu du rejet avant le début des travaux de pose du tuyau.

2. Rencontre avec Madame Laurence Heripret, présidente du Directoire de PFI Nouvelles Vagues, et ses collègues chercheurs.

Avec cette rencontre, j'ai eu le recul attendu par rapport à la masse de données du dossier d'enquête publique : En effet, tout chiffre n'a pas de valeur en soi ; il est nécessaire de mettre en perspective les données chiffrées du projet :

- Si la rade était vraiment un système fermé, ce qui n'est pas le cas avec les courants et les marées, elle fait 490 hectares. Si on prend une profondeur moyenne de 2 m, ce qui est largement sous-estimé, cela donne 10 milliards de m3 d'eau. Alors un rejet journalier de 180 000 m3 est très peu !
- Pollution par la température : + 8 °C au point de rejet à 7 m de profondeur et 412 m du bord, + 3°C à 500 m et + 0,3 °C près de la plage, ce qui est insignifiant pour le public des baigneurs.
- 16 kg de phosphore par jour pour 180 000 m3 (6,5/7,5^{ème} ne sont pas en contact avec les poissons) : cela donne une proportion de 1,6 micron gramme par m3, le seuil est de 2 grammes par m3

- 315 kg d'azote par jour : une proportion de 32 micron grammes par m³, le seuil est de 50 grammes par m³. Dans la « Bretagne des algues vertes », la proportion d'azote est de 120 grammes par m³.
- Pollution du bassin Roro aux métaux lourds : le seul danger possible est un apport d'oxygène si on les remue ; en effet, les métaux lourds de l'ancienne usine métallurgique de la Comilog sont piégés par les sédiments au fond du bassin.
- La javel injectée dans l'eau de mer (hypochlorite de sodium) sert à éviter l'encrassement du tuyau de sortie (les moules s'y fixent sinon). Elle ne présente aucun danger pour la qualité de l'eau.
- A Gravelines, dans la ferme aquacole de bars, l'eau circule à la vitesse de 72 000 m³/heure (projet LOF 7500 m³/h). En 2023, cette ferme aquacole fête ses 40 ans d'existence sans que cela ait posé un quelconque problème depuis sa création (production annuelle de 2500 tonnes de bars).

Selon leur conclusion, le vrai souci dans ce dossier est la difficulté de LOF de rassurer le public sur son projet.

3. Rencontre avec Monsieur Alain Caillier, sous-directeur de la Société d'Exploitation des Ports du Détroit (en charge de la Direction pour Boulogne sur Mer)

La SEPD est une création de la Région Hauts de France qui est le propriétaire du port. A ce titre, la Région effectue le dragage du chenal dans la rade. Avant cette opération, la Région fait procéder à l'analyse des sédiments. La zone la plus polluée se situe devant le Bassin Loubet, juste devant l'ancien site précis de la Comilog, l'ancienne usine métallurgique très polluante en métaux lourds, donc relativement éloigné de la zone de rejet de LOF. Sinon, le Bassin Roro n'est plus dragué depuis 2013, ayant un marnage important (différence de niveau entre marée haute et basse) et pas de courants. De plus il faut éviter de bousculer le fond du bassin qui emprisonne et rend inoffensifs les métaux lourds.

Dans le port, en bordure de ville, la plage a une bonne qualité d'eau et une belle fréquentation. La SEPD n'est pas inquiète pour le projet LOF sur le sujet de la qualité des eaux : les rejets prévus sont très inférieurs aux seuils.

La SEPD s'intéresse, outre les aspects « qualité des eaux de la rade », aussi aux aspects économiques : l'arrivée d'une ferme aquacole sur le port est une bonne nouvelle, diversifiant les activités du port, contribuant à son dynamisme, développant les circuits courts bénéfiques à la réduction des gaz à effet de serre ... L'idée aussi est de développer le label local boulonnais Mister Goodfish encore trop méconnu.

2.3 Conclusions partielles sur l'information, la publicité et le déroulement de l'enquête

La publicité légale a été faite conformément à la législation et n'appelle aucune observation.

Le réel souci a été sur le volet « information préalable du public » : LOF n'a absolument pas communiqué sur le projet de ferme aquacole. Seule la presse locale et FR3 Littoral, depuis quelques semaines, se sont intéressées au sujet, insistant fortement sur l'impact possiblement négatif de ce projet sur l'environnement. Il a été ainsi fait une large place aux arguments des écologistes, notamment en faisant référence à la pollution aux algues vertes en Bretagne. C'est ainsi qu'avec cet unique outil de communication, un climat anxieux s'est peu à peu installé dans la population boulonnaise et environs.

A l'occasion de la première permanence, très fréquentée par le public, Je me suis vite aperçu qu'avec ce climat anxieux, il se disait de tout, du vrai comme du faux, sur le projet. J'ai également vite constaté que vu la difficulté à étudier le dossier trop lourd, trop technique, le public n'avait pas lu le dossier, même partiellement. Le Code de l'Environnement donnant la possibilité au commissaire enquêteur, sur sa seule appréciation, d'organiser pendant la durée de l'enquête publique, une réunion publique d'information et d'échanges, suite à la première permanence du lundi 12 juin matin, j'ai ressenti le besoin impérieux d'organiser ce type d'information du public sur le projet de ferme aquacole de saumons au Portel.

Cette réunion publique s'est tenue le mardi 20 juin en soirée à la salle Yves Montand au Portel, en présence de Monsieur Alain Treuer, président de la société Local Océan France, l'équipe du projet, et d'élus de Le Portel. 70 à 80 personnes étaient présentes, avec une estimation de 90 % de personnes opposées au projet. Certes, j'ai donné le cadre sur la bonne tenue des débats, s'écouter sans s'interrompre, ne pas filmer ni enregistrer à part la presse (il y avait notamment FR3 Nord PdeC) mais, en dépit de craintes de débordements (à ma demande, la police municipale en uniforme était présente), cela a bien fonctionné. Tout le monde a tenu son rôle, ce qui a permis d'avoir une atmosphère propice à l'écoute. Le but n'était pas de convaincre les opposants au bien-fondé ou pas du projet. Le but était que chacun écoute ce que l'autre avait à dire ou à expliquer. Le public avait devant lui le concepteur du projet et non plus un article de journal en quelques dizaines de lignes qui interprète selon ses idées les divers aspects du projet.

Après coup, je peux dire que c'était la réunion à faire. En effet, l'ambiance des permanences peut se décomposer en 2 parties : la première, tendue, lors de la première permanence d'ouverture d'enquête publique, avec au final, la décision motivée d'organiser une réunion publique d'information sur le contenu du projet. Puis les autres permanences, après la réunion publique, plus sereines, ont permis un échange et une écoute plus profitable des arguments des contributeurs, positifs comme négatifs. Le message était passé : une enquête publique est d'abord l'écoute attentive des arguments du public par un commissaire enquêteur le plus objectif possible, afin que celui-ci puisse, après une analyse de ces divers arguments, donner un avis sur un projet qui impacte ou risque d'impacter l'environnement de ce public.

2.4 Conclusions partielles sur les contributions du public (partie AECM) mises en relation avec l'étude du dossier, le mémoire en réponse de LOF et mes rencontres de scientifiques.

44 observations dont 23 mails et 3 longs documents (Parc Naturel Marin, GDEAM 62 et Picardie Nature à qui LOF a répondu individuellement) traitent de cet aspect primordial dans ce projet et alertent sur le risque potentiel de pollution de l'eau de mer rejetée par LOF dans la rade. Néanmoins, - ce n'est pas courant de relever les absents dans les contributeurs d'une enquête publique - le Centre de la Mer Nausicaa, de renommée nationale tant touristique que scientifique, ne s'est pas du tout exprimé. C'est surprenant, sachant qu'il a besoin pour ses bassins d'une eau d'excellente qualité qu'il puise dans la rade et sous la plage à proximité. Alors soit la probabilité d'une menace sur la qualité des eaux ne lui semble pas sérieuse, soit ... peuvent expliquer ce silence. Pour information, le propriétaire de Nausicaa est la Communauté d'Agglo du Boulonnais, favorable au projet et à l'origine d'un prêt à LOF, même symbolique.

Plusieurs problèmes sont soulevés avec partialité avérée et argumentation soutenue certes mais réelle honnêteté : nous sommes dans le champ des probabilités, pas totalement, même pour les plus extrêmes, dans le champ des certitudes. Qu'en est-il ?

- L'état initial : il n'est pas connu réellement « il est jugé que l'état écologique est pauvre » (mail 17). En début de réchauffement des eaux au printemps, il n'est pas rare de voir une mousse blanchâtre flotter dans la rade : non une pollution mais un excès de phytoplancton, signe évident d'une eutrophisation des eaux de la rade, c'est-à-dire un excès d'azote et de phosphore, les nutriments de base « nourriture » du phytoplancton. L'Ifremer que j'ai rencontré me confirme que l'état chimique des eaux de la rade n'est pas connu, y compris en sortie de rade puis que la bouée d'analyse est en panne pour ces relevés de nutriments. Si la rade est déjà, même avant le projet de ferme aquacole, trop riche en

nutriments, il est à supposer que les entreprises présentes sur le port ne sont pas étrangères au phénomène. Le mail 54 est de toute logique et j'y adhère : avant tout, il est nécessaire de faire un état des lieux initial.

- Les algues vertes : c'est le principal sujet des observations du public. Elles se nourrissent aussi des nutriments azote et phosphore. Ces algues vertes existent déjà dans la rade, en témoignent ces dernières visibles sur la laisse de mer sur la plage de Boulogne sur Mer. L'Ifremer affirme que ce ne sont pas la même sorte que les tristement célèbres algues vertes de Bretagne ; elles sont plus petites et se développent moins vite. Néanmoins l'Ifremer estime que les apports supplémentaires de nutriments avec le projet LOF vont augmenter leur nombre mais en quantité acceptable.

- Les données chiffrées : azote, phosphore, particules fines diverses en suspension et température de l'eau au point de rejet : les observations insistent sur l'importance des matières rejetées. Les chiffres sont donnés par heure, par jour, par année (en ce dernier cas, les chiffres sont ramenés en nombre de camions semi-remorques de 40 tonnes, ce qui est impressionnant). Derrière la bataille des chiffres, qu'en est-il ? Je m'appuie pour y répondre aux données relatives de PFI Nouvelles Vagues : si la rade était vraiment un système fermé, ce qui n'est pas le cas avec les courants et les marées, elle fait 490 hectares. Si on prend une profondeur moyenne de 2 m, ce qui est largement sous-estimé, cela donne 10 milliards de m³ d'eau. Alors un rejet journalier de 180 000 m³ est très peu. Pollution par la température : + 8 °C au point de rejet à 7 m de profondeur et 412 m du bord, + 3°C à 500 m du point de rejet et + 0,3 °C près de la plage, ce qui est insignifiant pour le public des baigneurs. Certes, mais cela est significatif pour le développement du phytoplancton. 16 kg de phosphore par jour pour 180 000 m³ (6,5/7,5^{ème} ne sont pas en contact avec les poissons donc indemne d'apports de nutriments) : cela donne une proportion de 1,6 micron gramme par m³, le seuil est de 2 grammes par m³. 315 kg d'azote par jour : une proportion de 32 micron grammes par m³, le seuil est de 50 grammes par m³. Dans la « Bretagne des algues vertes », la proportion d'azote est de 120 grammes par m³.

Les apports sont donc largement inférieurs aux seuils français, mais ils existent bien et leur présence ne sera pas neutre dans l'écosystème de la rade, au moins à proximité du point de rejet dans le Bassin Roro.

- Marées et courants dans la rade : la règle générale veut que les 2 marées basses journalières fassent un effet « chasse d'eau » qui nettoie donc la rade des eaux « polluées » et que les 2 marées hautes apportent une eau de mer « propre » dans la rade. L'Ifremer estime néanmoins que la période de 2 fois 2 heures entre les marées sans mouvement réel d'eau peut supposer du souci car le rejet de 180 000 m³/h est continu. Il me semble donc naïf de penser que compter sur les marées pour éliminer toute trace de

surplus de nutriments serait suffisant. Après avoir écouté les Boulonnais de souche qui connaissent bien leur port, les courants marins internes à la rade ne sont guère favorables au projet LOF : depuis le point de rejet dans le bassin Roro, les courants entraînent les eaux vers l'intérieur du port et passent devant la capitainerie, la plage, Nausicaa puis en limite nord vont vers le large. Bien sûr, pour faire tout ce chemin, les eaux du rejet, chargées même en quantité largement inférieures aux seuils de nutriments, se sont diluées dans les autres eaux des 490 hectares de la rade. C'est un inconvénient potentiel mais aussi un avantage : l'eau de mer dans la rade avec les marées et les courants ne stagne pas, important pour ne pas laisser se nourrir les algues ou autres bactéries.

- Les particules fines en suspension rejetées par la ferme aquacole : mon attention a été attirée par un spécialiste des particules marines, enseignant à l'université de Lille. Les particules fines, malgré leur nom, n'ont pas toutes la même taille. Les plus grosses, « lourdes » tombent sur le fond marin et n'ont pas de réel impact sur le milieu. Les plus petites restent en suspension et « nourrissent » les bactéries diverses dans l'eau, bonnes bactéries comme mauvaises. Sur la plage, la qualité des eaux, donc la renommée et l'autorisation de baignade, se mesure par des prélèvements bactériologiques uniquement. Donc grande incertitude sur les effets des 35 kg/h de particules fines rejetées par la ferme aquacole.

- Le changement possible de composition de l'eau de mer de la rade dans le bassin Roro va-t-il bouleverser le comportement des phoques et veaux marins qui viennent se reposer au pied de la digue Carnot ? Certes, ce n'est qu'un reposoir et non un espace de nourriture. Mais grande incertitude aussi.

- les fonds marins pollués aux métaux lourds : c'est un fait assuré, lié à l'activité passée de la Comilog, usine métallurgique de mélange de fer et manganèse, polluante à souhait. Le bassin Roro, mais pas que lui dans la rade, contient sur son fond des dépôts de métaux lourds. N'étant pas remués ni alimentés en oxygène, ils sont inoffensifs. Lors des travaux de pose du tuyau des rejets, LOF fera bien attention de ne pas les remuer par la pose de bâches de protection. Le problème étant connu, l'attention particulière et la solution sont là. Dont acte pour ma part.

- Enfin, soyons simple, pourquoi rejeter dans la rade, un milieu semi-fermé, et non dans la mer, pourtant si proche, en passant sous la digue Carnot ? De l'autre côté de la digue, commence le Parc Naturel Marin, un milieu marin propice à la nourricerie de nombreuses espèces de poissons qu'il faut du mieux possible préserver. Notamment l'un des objectifs du PNM (dont le GDEAM 62 et Picardie Nature font partie prenante, leurs contributions se ressemblent beaucoup) est au mieux de faire baisser les apports de nutriments, au pire de ne pas en accepter de nouveaux. Le PNM a déjà beaucoup de soucis avec le « fleuve côtier », cette bande d'eau fluviale chargée en polluants divers venue des

estuaires, surtout la Seine, qui a du mal à se mélanger à l'eau de mer et longe donc jusqu'en Allemagne les côtes. Alors, position de principe impossible à changer, la ferme aquacole LOF ne rejettera pas ses eaux directement dans la mer, mais dans la rade. Cela se comprend : à quoi sert un parc naturel si on commence à accepter des exceptions ? Ce qui se comprend moins, ce sont les exigences, sous forme de 38 réserves à lever, du PNM à qui l'Etat a demandé un avis de voisin, un avis simple envers le projet LOF, allant même à exiger de faire un inventaire des poissons au point de prise d'eau, il est vrai en mer, donc sur le domaine du PNM.

2.5 Conclusion générale

Sur la partie « enquête publique », ce type d'enquête donne, si besoin était, toutes ses lettres de noblesse à ce processus de démocratie directe qui est le fondement des enquêtes publiques. En effet, voilà un projet dont on parle peu, sinon quelques articles alarmistes dans la presse, qui, selon les rumeurs, va dégrader l'environnement du port de Boulogne sur Mer, sa plage et sa qualité des eaux de baignade durement acquise. L'enquête publique démarre sur un dossier bien trop volumineux, trop technique, même la Préfecture a du mal à le mettre en ligne. Un climat anxigène et tendu qui débouche sur l'organisation par le commissaire enquêteur d'une réunion publique, où, enfin, le porteur du projet, en chair et en os, s'explique sur son projet, sans convaincre les opposants certes, mais les gens se parlent. Puis, chacun s'exprime librement dans de nombreuses contributions argumentées, la plupart défavorables au projet mais d'autres aussi, argumentées, pour dire leur satisfaction de voir ainsi le port de Boulogne sur Mer évoluer.

Sur la partie « Demande d'autorisation AECM » il est nécessaire d'aller à l'essentiel : ces apports de nutriments, particules fines, cette élévation de la température au point de rejet, comportent-ils un risque possible pour l'écosystème de l'eau de la rade ? Oui, il y a un risque.

Ce risque peut-il être maîtrisé et donc, dans ce cas, acceptable ? Oui également, mais en prenant des mesures dans le sens de la maîtrise de ce risque : d'abord savoir de quoi on part : un bilan chimique complet initial sur le site du futur point de rejet, puis en cas de « pollution » quelconque constatée dans la rade, savoir si cela provient ou pas de la ferme aquacole LOF. Si c'est non, nous sortons du projet LOF mais l'Etat a les moyens réglementaires ou autres de poursuivre ses investigations et résoudre le problème. Si c'est oui, l'Etat a les mêmes moyens réglementaires aussi et mesures à prendre pour arrêter cette « pollution ». Pour ce faire, il est nécessaire que les services compétents de l'Etat aient accès aux données quotidiennes des relevés chimiques des rejets de la

ferme aquacole, avec éventuellement une antériorité de ces données pour permettre de comprendre la cause du dysfonctionnement, donc les mesures à prendre pour régler le problème. L'avis final suite à ces conclusions sur la demande d'AECM va donc dans ce sens de moyens à mettre en place pour maîtriser un risque potentiel qui viendrait de la ferme aquacole et ainsi assurer une sérénité face à ce projet novateur sur le port de Boulogne sur Mer.

3. Avis du commissaire enquêteur sur la demande d'AECM

Suite aux conclusions que j'ai tirées de l'étude des documents constituant le projet d'une ferme aquacole hors sol de saumons sur la commune de Le Portel, des observations du public et des personnes auditionnées, j'émetts l'avis suivant sur la partie « Demande d'autorisation AECM » :

AVIS FAVORABLE

Avec 2 réserves

Réserve 1 : La société Local Océan France fera réaliser en période estivale par un laboratoire agréé par l'Etat un diagnostic d'état initial chimique complet de l'eau de mer et du fond marin au point de rejet prévu dans le Bassin Roro de la rade. Les résultats de ce diagnostic seront communiqués aux services compétents de la Préfecture.

Réserve 2 : la société LOF s'engage à fournir aux services compétents de l'Etat sur leur simple demande, en cas d'une quelconque pollution de l'eau de mer de la rade, les données chimiques et autres qu'elle relève dans son « monitoring » quotidien réalisé sur les rejets d'eau de mer de la ferme aquacole, y compris, le cas échéant, sur une période en amont d'un mois avant la date de la demande. Cet engagement devra couvrir toute la période d'activité de la ferme aquacole.

Rappel : pour que cet avis soit réputé favorable, il est obligatoire de lever auparavant ces 2 réserves

Fin des conclusions/Avis

A Nuncq Hautecôte, le 8 août 2023
Le Commissaire enquêteur
Philippe PIC